

7° deux points par famille pour chaque période d'un mois entamée pour une formation individuelle pédagogique des parents ;

8° deux points et demi par enfant pour chaque période d'un mois d'accompagnement de jour entamée. ».

Art. 8. À l'article 38, alinéa 1^{er}, du même arrêté, le membre de phrase « 33 à 35 » est remplacé par le membre de phrase « 33 à 35/1 ».

Art. 9. À l'article 42, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 20 mars 2020, le membre de phrase « 7 et 8 » est remplacé par le membre de phrase « 7, 8 et 9 ».

Art. 10. À l'article 44 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 20 mars 2020 et 17 décembre 2021, le membre de phrase « catégories 7 et 8 » est chaque fois remplacé par le membre de phrase « catégories 7 à 9 ».

CHAPITRE 2. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement flamand du 21 février 2014 relatif à l'aide intégrale à la jeunesse*

Art. 11. À l'article 40, § 3, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 21 février 2014 relatif à l'aide intégrale à la jeunesse, modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 9 octobre 2015 et 23 décembre 2022, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Par dossier, l'offre d'aide complémentaire et individualisée peut être subventionnée jusqu'à un montant de maximum 40 000 euros. Ce montant peut être engagé comme suit pour le mineur : lors de la première année, au maximum 23 000 euros ; la deuxième année, au maximum 11 500 euros ; la troisième année, au maximum 5 500 euros. Sur décision de l'administrateur général et sur avis motivé de l'équipe de régie de l'Aide à la jeunesse, il peut être dérogé à ces montants maximum et à ces délais » ;

2° entre les alinéas 1^{er} et 2, un alinéa est inséré rédigé comme suit :

« Les montants visés à l'alinéa 1^{er} sont liés à l'indice-pivot en vigueur le 1^{er} janvier 2023. ».

CHAPITRE 3. — *Dispositions finales*

Art. 12. L'arrêté du Gouvernement flamand du 9 novembre 2012 relatif à l'agrément et au subventionnement des centres d'aide aux enfants et d'assistance des familles est abrogé.

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Art. 14. Le ministre flamand qui a le grandir dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 27 octobre 2023.

Le ministre-président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

La ministre flamande du Bien-Être, de la Santé publique et de la Famille,

H. CREVITS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2023/43999]

6 JUILLET 2023. — Décret modifiant le décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications apportées aux définitions*

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle, les modifications suivantes sont apportées :

1. le point 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° Conflit d'intérêts : situation avérée ou apparente dans laquelle une personne possède des intérêts susceptibles d'influencer indûment l'exercice de ses missions d'intérêt général ; » ;

2. le point 6° est remplacé par ce qui suit :

« 6° Conseil supérieur : le Conseil supérieur de la Culture ; » ;

3. il est inséré un point 6°/1 rédigé comme suit :

« 6°/1 Conseil des Langues : le Conseil de la Langue française, des Langues régionales endogènes et des Politiques linguistiques ; » ;

4. il est inséré un point 6°/2 rédigé comme suit :

« 6°/2 Diversité culturelle : multiplicité des formes par lesquelles les cultures des individus, des groupes et des sociétés trouvent leur expression, se manifestant au travers des divers modes de création artistique, de production, de diffusion, de distribution et de jouissance des expressions culturelles ; » ;

5. il est inséré un point 6°/3 rédigé comme suit :

« 6°/3 Déséquilibre financier : la situation dans laquelle un opérateur présente, au terme d'un exercice, un résultat cumulé négatif dont le montant atteint au moins 10 % de l'ensemble des produits enregistrés pendant cet exercice. Ce pourcentage est ramené à 5 % pour les opérateurs qui présentent un ensemble de produits par exercice supérieur à 1.750.000 euros ; » ;

6. le point 11° est remplacé par ce qui suit :

« 11° organe d'administration ou de gestion : l'organe par l'intermédiaire duquel une personne morale agit et est représentée vis-à-vis des tiers ; » ;

7. au point 12°, les mots « le Conseil, le Conseil de la Langue française, des Langues régionales endogènes et des Politiques linguistiques, » sont remplacés par les mots « le Conseil supérieur, le Conseil des Langues, » ;

8. au point 13°, les mots « à l'exception de l'éducation permanente » sont supprimés ;

9. il est inséré un point 18° rédigé comme suit :

« 18° Usager : spectateur ou participant d'une activité culturelle organisée par un opérateur ; » ;

10. il est inséré un point 19° rédigé comme suit :

« 19° Utilisateur : opérateur qui utilise une infrastructure culturelle exploitée par un autre opérateur. ».

CHAPITRE 2. — *Modifications relatives à l'ensemble des organes consultatifs*

Art. 2. Dans l'article 2, alinéa 1^{er}, 1°, du même décret, les mots « supérieur de la Culture » sont remplacés par les mots « le Conseil ».

Art. 3. Dans l'article 3 du même décret, le c) du 1° est complété par ce qui suit :

« ou de tout autre génocide, crime contre l'humanité ou crime de guerre, tels que visés aux articles 136bis à 136quater du Code pénal, établis comme tels par une décision définitive rendue par une juridiction internationale. ».

Art. 4. Dans l'article 4 du même décret, le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Une même personne physique ne peut être désignée simultanément :

1° en qualité de membre de plusieurs organes consultatifs ;

2° en qualité de membre d'un organe consultatif et de représentant d'une fédération professionnelle.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er} :

1° les personnes physiques désignées par un groupe politique pour représenter la tendance idéologique ou philosophique correspondante au sein du Conseil supérieur peuvent participer, aux conditions prévues par le présent décret, aux travaux du Conseil des Langues et des Chambres de concertation ;

2° des délégués des chambres de concertation et du Conseil des Langues peuvent participer, aux conditions prévues par le présent décret, aux travaux du Conseil supérieur ;

3° certains membres des commissions d'avis peuvent participer, aux conditions prévues par les articles 35, § 1^{er}, alinéa 3, 42, 44, 46, 47, 49, 52, § 2, 55 et 57, aux travaux des chambres de concertation. ».

Dans le paragraphe 2 du même article, les mots « ou de représentant d'une fédération professionnelle reconnue » sont supprimés.

Dans le paragraphe 3 du même article, les modifications suivantes sont apportées :

1. les mots « se porter candidat » sont remplacés par les mots « être désigné » ;

2. les mots « sauf en cas de pénurie constatée par le Gouvernement au terme des procédures visées aux articles 22, 30 et 61. » sont remplacés par ce qui suit :

« sauf :

1° en cas de pénurie constatée par le Gouvernement au terme des procédures visées aux articles 22, 30 et 61 ;

2° s'il s'agit d'un membre remplaçant ayant siégé moins de la moitié du premier mandat. ».

Art. 5. Dans l'article 7 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. dans le paragraphe 1^{er}, à l'alinéa 1^{er}, il est inséré entre le point 2° et le point 3° un point 2°/1 rédigé comme suit :

« 2°/1. L'utilisation de moyens technologiques permettant de participer à distance aux réunions est autorisée ; » ;

2. dans le paragraphe 2, il est inséré entre le 1^{er} et le 2^e alinéa un alinéa rédigé comme suit :

« Le règlement d'ordre intérieur distingue de manière explicite, au sein de ses dispositions, celles qui se limitent à reproduire des dispositions du présent décret ou d'un autre texte normatif, et celles qui constituent des dispositions complémentaires ou dérogatoires autorisées par le présent décret et propres à l'organe concerné. ».

Art. 6. Dans l'article 9 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. les alinéas existants sont regroupés en un § 2 ;

2. dans le 1^{er} alinéa du paragraphe visé sous 1° les mots « présidents et vice-présidents » sont remplacés par les mots « présidences et vice-présidences » et les mots « par le présent décret et » sont insérés entre les mots « sont conférées » et les mots « par le règlement » ;

3. dans le paragraphe visé sous 1°, il est inséré un troisième alinéa rédigé comme suit :

« Ces fonctions peuvent être exercées en binôme de sexes différents. Dans cette hypothèse, le règlement d'ordre intérieur précise comment est attribuée la voix prépondérante visée à l'article 12, alinéa 2. » ;

4. il est inséré avant le paragraphe visé sous 1.- un paragraphe 1^{er} rédigé comme suit :

« § 1^{er}. Chaque organe consultatif désigne parmi ses membres effectifs une présidence et une ou plusieurs vice-présidences, conformément à ce que prévoient les articles 26, alinéa 1^{er}, 33, 39, § 1^{er}, et 61, §§ 3 et 4.

Le règlement d'ordre intérieur fixe la durée de la présidence et de la vice-présidence, qui ne peut dépasser celle du mandat du membre concerné. Un même membre ne peut à nouveau être désigné à la présidence ou à la vice-présidence qu'à l'issue d'une période équivalant à la durée d'une présidence ou d'une vice-présidence, sauf

1° s'il s'agit d'un membre remplaçant ayant siégé moins de la moitié de la durée d'une présidence ou d'une vice-présidence ;

2° ou si aucun autre membre n'est disponible pour assumer la fonction.

Un principe d'alternance et de parité entre les femmes et les hommes s'applique à la désignation de la présidence et des vice-présidences. Si la totalité des mandats à attribuer forme un nombre impair, le nombre de mandats attribués à des membres du même sexe ne peut être supérieur de plus d'une unité au nombre de mandats attribués à des membres de l'autre sexe.

Par dérogation, les alinéas 2 et 3 ne s'appliquent pas à la désignation des présidences et vice-présidences des chambres de concertation. ».

Art. 7. Dans l'article 10 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. à l'alinéa 2, les mots « avec le Président, le Secrétaire » sont remplacés par les mots « avec la présidence, le secrétariat » ;

2. à l'alinéa 3, le mot « Secrétaire » est remplacé par le mot « secrétariat ».

Art. 8. Dans l'article 11 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. dans l'alinéa 2, les mots « conformément aux dispositions prévues dans le règlement d'ordre intérieur » sont supprimés ;

2. l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Le règlement d'ordre intérieur peut prévoir pour cette nouvelle séance des conditions de quorum plus souples que celles prévues à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 9. Dans l'article 12, alinéa 2, du même décret, les mots « du Président » sont remplacés par les mots : « de la Présidence ».

Art. 10. Dans l'intitulé du chapitre IV du titre I^{er} du Livre I^{er} de la Partie II du même décret, le mot « Défraiements » est remplacé par le mot « Indemnités ».

Art. 11. Dans l'article 13, § 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. dans l'alinéa 1^{er}, au point 1^o, les mots « indexée annuellement en fonction du rapport entre l'indice santé du mois de janvier de l'année en cours et celui du mois de janvier de l'année d'entrée en vigueur du présent décret » sont remplacés par les mots « indexée au 1^{er} janvier de chaque année en suivant l'évolution de l'indice santé. L'indice de base est celui du mois de janvier 2019 et le nouvel indice est celui du mois de novembre précédant l'indexation. » ;

2. dans le même alinéa, au point 2^o, les mots « à la réglementation en vigueur pour les membres du personnel de rang 12 du Ministère de la Communauté française et dont le montant maximum de l'indemnité correspond au coût d'un billet de chemin de fer en première classe » sont remplacés par les mots « aux articles 8 et 13 de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours ; pour l'application de ces dispositions, les membres sont assimilés à des agents de niveau 1 » ;

3. il est inséré un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, aucune indemnité n'est accordée aux membres qui représentent leur employeur sur leur temps de travail et dont le salaire et les frais de déplacement sont pris en charge par ce dernier. ».

Dans le même article, il est inséré un paragraphe 5 rédigé comme suit :

« § 5. Les délégués des commissions d'avis, visés à l'article 37, § 1^{er}, 6^o, bénéficient des indemnités prévues au paragraphe 1^{er} lorsqu'ils siègent avec voix consultative dans une chambre de concertation. ».

Art. 12. Dans l'article 14 du même décret, les mots « Dans l'année qui suit leur désignation, le Gouvernement » sont remplacés par les mots « Le Gouvernement ».

Art. 13. Dans l'article 15, § 2, alinéa 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. au point 1^o, le mot « supérieur » est inséré après le mot « Conseil » ;

2. au point 2^o du même alinéa, les mots « de la Langue française, des Langues régionales endogènes et des Politiques linguistiques » sont remplacés par les mots « des Langues ».

Dans le paragraphe 3 du même article, les modifications suivantes sont apportées :

1. les mots « à tout » sont remplacés par les mots « au » ;

2. les mots « ou proposition » sont supprimés ;

3. le mot « déposé » est remplacé par les mots « qu'ils concernent lors de son dépôt ».

Art. 14. Dans l'article 16 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. à l'alinéa 1^{er}, le mot « supérieur » est inséré entre le mot « Conseil » et le mot « coordonne » ;

2. le même alinéa 1^{er} est complété par les mots « au cours de l'année civile écoulée » ;

3. à l'alinéa 2, 2^o, les mots « de la Langue française, des Langues régionales endogènes et des Politiques linguistiques » sont remplacés par les mots « des Langues ».

Art. 15. Dans l'article 17 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. le mot « supérieur » est inséré entre le mot « Conseil » et les mots « , dans les trois mois » ;

2. le mot « trois » est remplacé par le mot « six ».

Art. 16. Dans l'article 18, alinéa 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. le mot « supérieur » est inséré entre le mot « Conseil » et les mots « , le rapport annuel » ;

2. le mot « et » est remplacé par une virgule ;

3. les mots « et à tous les membres des organes d'avis » sont insérés par les mots « politiques culturelles ».

CHAPITRE 3. — *Modifications relatives au Conseil supérieur de la Culture*

Art. 17. Dans l'intitulé du Titre II du Livre I^{er} de la Partie III du même décret les mots « supérieur de la Culture » sont ajoutés après le mot « Conseil ».

Art. 18. Dans l'article 19, § 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. à l'alinéa 1^{er}, dans la phrase liminaire, le mot « supérieur » est inséré entre le mot « Conseil » et le mot « est » ;
2. dans le même alinéa, au point 1^o, le mot « et » est remplacé par le mot « ou » ;
3. dans le même alinéa, au point 2^o, les mots « , de portée générale ou transversale, » sont insérés entre le mot « décrets » et le mot « élaborés » ;
4. dans le même alinéa, au point 4^o, les mots « , de portée générale ou transversale, » sont insérés entre le mot « existants » et le mot « adoptés » ;
5. il est inséré entre les alinéas 1 et 2 un alinéa rédigé comme suit :
« Les avis et recommandations sont adressées au Gouvernement ou Parlement de la Communauté française et rendus publics selon les modalités fixées aux articles 15 à 18. » ;

6. à l'alinéa 2, devenu 3, le mot « supérieur » est inséré entre le mot « Conseil » et les mots « ne se prononce ».

Dans le paragraphe 2 du même article, les modifications suivantes sont apportées :

1. à l'alinéa 1^{er}, le mot « supérieur » est inséré entre le mot « Conseil » et le mot « portent » ;
2. à l'alinéa 2, le mot « supérieur » est inséré entre le mot « Conseil » et le mot « rédige ».

Art. 19. Dans l'article 20, alinéa 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. dans la phrase liminaire, le mot « supérieur » est inséré entre le mot « Conseil » et les mots « est composé » ;
2. au point 2^o, le mot « supérieur » est ajouté après le mot « Conseil » ;
3. aux points 3^o et 4^o, les mots « de la Langue française, des Langues régionales endogènes et des Politiques linguistiques » sont remplacés par les mots « des Langues » ;
4. il est inséré entre le point 4^o et le point 5^o un point 4^o/1 et un point 4^o/2 rédigés comme suit :
« 4^o/1 le Président du Conseil supérieur de l'Éducation permanente, ou son représentant ;
4^o/2 un membre supplémentaire du Conseil supérieur de l'Éducation permanente délégué sur base de son expertise au regard de l'ordre du jour du Conseil supérieur ; » ;

5. au point 6^o, les mots « d'un haut degré d'expertise » sont remplacés par les mots « d'une expertise ».

Au deuxième alinéa du même article, les mots « et 6^o » sont supprimés.

Dans le même article, il est inséré un alinéa 3 rédigé comme suit :

« La composition du Conseil supérieur tend à assurer une diversité culturelle. Cette exigence de diversité porte sur les formes d'expressions culturelles dont les membres sont les représentants, et non sur l'identité ou l'origine culturelle des membres eux-mêmes, considérés en tant qu'individus. ».

Art. 20. Dans l'article 21 du même décret, les mots « et 6^o » sont supprimés.

Art. 21. Dans l'article 22, § 1^{er}, du même décret, les mots « sous 1^o à 4^o » sont remplacés par les mots « sous 1^o à 4^o/2 ».

Dans le paragraphe 2 du même article, les modifications suivantes sont apportées :

1. à l'alinéa 1^{er}, les mots « par le Gouvernement » sont supprimés ;
2. au même alinéa, le mot « il » est remplacé par « le Gouvernement » ;
3. à l'alinéa 2, les mots « , sans récuser ou soutenir une candidature particulière » sont supprimés ;
4. il est inséré un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'avis des fédérations n'est pas requis en cas d'appel complémentaire à candidatures destiné à remédier à une vacance. Les résultats de l'appel complémentaire sont transmis pour information aux fédérations concernées. ».

Dans le même article, le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Chaque groupe parlementaire reconnu au Parlement de la Communauté française communique à l'Administration une liste de deux personnes, une femme et un homme, disposant d'un mandat pour représenter la tendance idéologique ou philosophique concernée au sein du Conseil supérieur, du Conseil des Langues et des chambres de concertation, et justifiant d'une expertise transversale dans les politiques culturelles.

Les incompatibilités prévues à l'article 4, § 1^{er}, § 2, alinéa 1^{er}, 5^o, et § 2, alinéa 3, sont d'application.

La liste visée à l'alinéa 1^{er} est approuvée par le Gouvernement et peut être modifiée à tout moment sur demande du groupe parlementaire concerné.

Seules les personnes physiques reprises sur la liste visée à l'alinéa 1^{er} peuvent siéger au sein du Conseil supérieur, du Conseil des Langues et des chambres de concertation au nom de la tendance qu'elles représentent.

Chaque groupe parlementaire reconnu ne peut déléguer qu'un représentant par réunion. ».

Art. 22. Dans l'article 23, alinéa 3, a), du même décret, les mots « organisé en fonction des besoins des différents organes et au minimum tous les deux ans » sont insérés après le mot « candidature ».

Art. 23. Dans l'article 24, § 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. le mot « supérieur » est inséré entre les mots « travaux du Conseil » et les mots « avec voix consultative » ;
2. le point 3^o est remplacé par ce qui suit :
« 3^o l'Administrateur général de Wallonie-Bruxelles International, ou son représentant; » ;
3. il est inséré entre le point 3^o et le point 4^o un point 3^o/1 rédigé comme suit :
« 3^o/1 l'Administrateur général de la RTBF, ou son représentant ; » ;

4. aux points 4° et 5°, les mots « à la demande de l'Administrateur général de la Culture du ministère de la Communauté française, » sont supprimés.

Dans le paragraphe 2 du même article, les modifications suivantes sont apportées :

1. le mot « supérieur » est inséré entre le mot « Conseil » et le mot « peut » ;
2. il est inséré un 5° rédigé comme suit :

« 5° des représentants des organisations représentatives de travailleurs. ».

Art. 24. Dans l'article 25, § 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. à alinéa 1^{er}, le mot « supérieur » est inséré entre le mot « Conseil » et les mots « est saisi » ;
2. à l'alinéa 2, le mot « supérieur » est inséré entre le mot « Conseil » et les mots « , le cas échéant » ;
3. au même alinéa, les mots « de la Langue française, des Langues régionales endogènes et des Politiques linguistiques » sont remplacés par les mots « des Langues ».

Dans le paragraphe 2 du même article, les modifications suivantes sont apportées :

1. à l'alinéa 1^{er}, le mot « supérieur » est inséré entre le mot « Conseil » et les mots « donne un avis » ;
2. au même alinéa, le nombre « 50 » est remplacé par le nombre « 60 » ;
3. à l'alinéa 3, le mot « supérieur » est inséré entre le mot « Conseil » et les mots « de communiquer ».

Dans le paragraphe 3 du même article, le mot « supérieur » est inséré entre le mot « Conseil » et les mots « se prononce ».

Art. 25. Dans l'article 26 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. à l'alinéa 1^{er}, le mot « supérieur » est inséré entre le mot « Conseil » et le mot « désigne » ;
2. au même alinéa, les mots « pour une durée de maximum deux ans » sont supprimés ;
3. l'alinéa 2 est abrogé ;
4. à l'alinéa 3, devenu alinéa 2, le mot « supérieur » est inséré entre le mot « Conseil » et les mots « ou son représentant » ;
5. au même alinéa, le mot « consultative » est remplacé par le mot « délibérative » ;
6. au même alinéa, les mots « , à l'exception des délibérations portant sur des projets de décision individuelle » sont insérés après le mot « permanente » ;
7. l'alinéa 4 est abrogé.

Art. 26. Dans l'article 27 du même décret, le mot « supérieur » est inséré entre le mot « Conseil » et les mots « peut prévoir ».

CHAPITRE 4. — *Modifications relatives au Conseil des Langues*

Art. 27. Dans l'article 28 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. les mots « - en abrégé : Conseil des Langues - » sont insérés entre les mots « Politiques linguistiques » et le mot « formule » ;
2. il est inséré un alinéa 2 rédigé comme suit :
« Les avis et recommandations sont adressés au Gouvernement ou Parlement de la Communauté française et rendus publics selon les modalités fixées aux articles 15 à 18. ».

Art. 28. Dans l'article 29 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. à l'alinéa 1^{er}, les mots « de la Langue française, des Langues régionales endogènes et des Politiques linguistiques » sont remplacés par les mots « des Langues » ;
2. au même alinéa, les mots « de dix-sept membres effectifs répartis comme suit » sont remplacés par les mots « des membres effectifs suivants » ;
3. à l'alinéa 2 du même article, les mots « Un membre suppléant est » sont remplacés par les mots « Le membre suppléant est » ;
4. il est inséré un alinéa 3 rédigé comme suit :
« La composition du Conseil des Langues tend à assurer une diversité culturelle. Cette exigence de diversité porte sur les formes d'expressions culturelles dont les membres sont les représentants, et non sur l'identité ou l'origine culturelle des membres eux-mêmes, considérés en tant qu'individus. ».

Art. 29. Dans l'article 30 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. à l'alinéa 2 du même paragraphe, les mots « , sans récuser ou soutenir une candidature particulière » sont supprimés ;
2. au paragraphe 2, l'alinéa 3 est complété par les mots :
« organisé en fonction des besoins des différents organes et au minimum tous les deux ans ».

Art. 30. Dans l'article 31, § 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. les mots « de la Langue française, des Langues régionales endogènes et des Politiques linguistiques » sont remplacés par les mots « des Langues » ;
2. le point 1° devient le point 1°/2 ;
3. il est inséré avant le point 1°, devenu 1°/2, un point 1° et un point 1°/1 rédigés comme suit :
« 1° L'Administrateur général de la Culture du ministère de la Communauté française, ou son représentant ;
1°/1 un représentant de l'Observatoire des Politiques culturelles ; ».

Dans le paragraphe 2 du même article, les mots « de la Langue française, des Langues régionales endogènes et des Politiques linguistiques » sont remplacés par les mots « des Langues ».

Art. 31. Dans l'article 32 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. au paragraphe 1^{er}, les mots « de la Langue française, des Langues régionales endogènes et des Politiques linguistiques » sont remplacés par les mots « des Langues » ;
2. au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « de la Langue française, des Langues régionales endogènes et des Politiques linguistiques » sont remplacés par les mots « des Langues » ;
3. au même alinéa, le nombre 30 est remplacé par le nombre 60 et le nombre 21 est remplacé par le nombre 30 ;
4. à l'alinéa 3 du même paragraphe, les mots « de la Langue française, des Langues régionales endogènes et des Politiques linguistiques » sont remplacés par les mots « des Langues » ;
5. au paragraphe 3, le mot « supérieur » est inséré :
 - a) entre le mot « Conseil » et les mots « sont présentés »,
 - b) entre le mot « Conseil » et les mots « par un représentant »,
 - c) entre le mot « Conseil » et les mots « remis au Gouvernement », et
 - d) entre le mot « Conseil » et les mots « , les avis » ;
6. au même paragraphe, les mots « de la Langue française, des Langues régionales endogènes et des Politiques linguistiques » sont à chaque fois remplacés par les mots « des Langues » ;
7. aux paragraphes 4 et 5, les mots « de la Langue française, des Langues régionales endogènes et des Politiques linguistiques » sont remplacés par les mots « des Langues » ;
8. au paragraphe 4, le mot « supérieur » est inséré entre le mot « Conseil » et les mots « et au Gouvernement ».

Art. 32. Dans l'article 33 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. à l'alinéa 1^{er}, les mots « de la Langue française, des Langues régionales endogènes et des Politiques linguistiques » sont remplacés par les mots « des Langues » ;
2. au même alinéa, les mots « un Président et un Vice-président » sont remplacés par les mots « une présidence et une vice-présidence » ;
3. au même alinéa, les mots « de sexe différent pour une durée de maximum deux ans » sont supprimés ;
4. les alinéas 2 et 3 sont abrogés.

CHAPITRE 5. — *Modifications relatives aux Chambres de concertation*

Art. 33. Dans l'article 34 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. dans le paragraphe 1^{er}, il est inséré un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Les avis et recommandations sont adressés au Gouvernement ou Parlement de la Communauté française et rendus publics selon les modalités fixées aux articles 15 à 18. » ;
2. dans le paragraphe 2, le mot « supérieur » est inséré après le mot « Conseil ».

Art. 34. Dans l'article 35, § 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. il est inséré entre les alinéas 1 et 2 un alinéa rédigé comme suit :

« La composition des chambres de concertation tend à assurer une diversité culturelle. Cette exigence de diversité porte sur les formes d'expressions culturelles dont les membres sont les représentants, et non sur l'identité ou l'origine culturelle des membres eux-mêmes, considérés en tant qu'individus. » ;
2. dans l'alinéa 2, devenu alinéa 3, les mots « la commission d'avis correspondante peut déléguer au sein de la chambre de concertation concernée un membre, avec voix délibérative, relevant de ce secteur ou de cette discipline » sont remplacés par les mots « le Gouvernement peut désigner un membre de la commission d'avis correspondante, relevant de ce secteur ou de cette discipline, pour siéger avec voix délibérative dans la chambre de concertation concernée lors des réunions qui concernent ce secteur ou cette discipline ».

Art. 35. Dans l'article 36, § 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. à l'alinéa 1^{er}, le mot « permanent » est supprimé ;
2. à l'alinéa 2, les mots « , § 1^{er} et § 2, alinéa 1^{er}, 1° à 5°, » sont insérés entre les mots « à l'article 4 » et les mots « sont d'application ».

Art. 36. Dans l'article 37, § 1^{er}, du même décret, il est inséré entre le 1° et le 2° un 1°/1 rédigé comme suit :

« 1°/1 L'Administrateur général de Wallonie-Bruxelles International, ou son représentant; ».

Art. 37. Dans l'article 38, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. dans le paragraphe 2, à l'alinéa 1^{er}, le nombre 30 est remplacé par le nombre 60 et le nombre 21 est remplacé par le nombre 30 ;
2. dans le paragraphe 3, le mot « Conseil » est à chaque fois remplacé par les mots « Conseil supérieur ».

Art. 38. Dans l'article 39, § 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. à l'alinéa 1^{er}, les mots « une durée maximum de deux ans » sont remplacés par les mots « la durée fixée par le règlement d'ordre intérieur conformément à l'article 9. Le mandat a une durée maximale de cinq ans et est renouvelable. » ;
2. l'alinéa 2 est complété par ce qui suit :

« La durée du mandat n'est pas limitée dans le temps. ».

Dans les paragraphes 2 et 3 du même article, le mot « Conseil » est à chaque fois remplacé par les mots « Conseil supérieur ».

Dans le paragraphe 4 du même article, les mots « , dans les limites fixées par l'article 11 » sont insérés après le mot « représentées ».

Dans le même article, il est inséré un paragraphe 5 rédigé comme suit :

« § 5. Par dérogation à l'article 11, il n'est pas tenu compte des représentants des tendances idéologiques et philosophiques pour le calcul du quorum. ».

Art. 39. Dans l'article 40, alinéa 2, 3°, du même décret, le mot « supérieur » est inséré entre les mots « Conseil » et les mots « d'une part ».

Art. 40. Dans l'article 41, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. au point 1°, les mots « l'improvisation, » sont insérés entre les mots « y inclus » et les mots « les arts de la marionnette » ;

2. le 7° est remplacé par ce qui suit :

« 7° les spectacles d'humour, en ce compris le stand-up ; » ;

3. il est inséré un 8° rédigé comme suit :

« 8° les projets relevant de plusieurs disciplines des arts de la scène dont au moins une visée sous 1° à 7°. ».

Art. 41. Dans l'article 42 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« En plus des représentants des fédérations professionnelles reconnues et des autres participants disposant d'une voix consultative, sont invités aux réunions et peuvent participer aux travaux de la Chambre avec voix consultative :

1° un représentant de la Commission des Arts vivants ;

2° un représentant de la chambre des écoles supérieures des arts de l'A.R.E.S. » ;

2. à l'alinéa 2, les mots « Ce représentant » sont remplacés par les mots « Le représentant visé à l'alinéa 1^{er}, sous 1°, ».

Art. 42. Dans l'article 44 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« En plus des représentants des fédérations professionnelles reconnues et des autres participants disposant d'une voix consultative, sont invités aux réunions et peuvent participer aux travaux de la Chambre avec voix consultative :

1° un représentant de la Commission des Musiques ;

2° un représentant de la chambre des écoles supérieures des arts de l'A.R.E.S. ;

3° un représentant de Wallonie-Bruxelles Musiques. » ;

2. à l'alinéa 2, les mots « Ce représentant » sont remplacés par les mots « Les représentants visés à l'alinéa 1^{er}, sous 1°, ».

Art. 43. Dans l'article 46 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« En plus des représentants des fédérations professionnelles reconnues et des autres participants disposant d'une voix consultative, sont invités aux réunions et peuvent participer aux travaux de la Chambre avec voix consultative :

1° un représentant de la Commission des Arts plastiques ;

2° un représentant de la chambre des écoles supérieures des arts de l'A.R.E.S. » ;

2. à l'alinéa 2, les mots « Ce représentant » sont remplacés par les mots « Les représentants visés à l'alinéa 1^{er}, sous 1°, ».

Art. 44. Dans l'article 52 du même décret, le § 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. La composition de la Chambre vise à garantir un équilibre entre :

1° les fédérations professionnelles reconnues représentant les auteurs, scénaristes, réalisateurs, acteurs et comédiens ;

2° les fédérations professionnelles reconnues représentant les producteurs d'œuvres audiovisuelles et les ateliers de cinéma ;

3° les fédérations professionnelles reconnues représentant les distributeurs d'œuvres audiovisuelles et les exploitants de salles de cinéma ;

4° les fédérations professionnelles reconnues représentant les techniciens.

Cet équilibre est précisé dans le règlement d'ordre intérieur.

Le cas échéant, l'approbation du règlement d'ordre intérieur, conformément à l'article 7, § 2, tient lieu de dérogation à l'article 36, § 2, alinéas 2 et 3, et d'autorisation à déléguer le nombre de représentants qui y est indiqué. ».

Art. 45. Dans l'article 54 du même décret, le mot « culturels » est inséré entre le mot « Patrimoines » et le mot « formule ».

Art. 46. L'intitulé de la section VII du chapitre II du titre IV du Livre I^{er} de la Partie II du même décret, le mot « territorial » est remplacé par le mot « territoriale ».

CHAPITRE 6. — *Modifications relatives aux Commissions d'avis*

Art. 47. Dans l'article 60, § 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. à l'alinéa 2, les mots « Un membre suppléant est prioritairement » sont remplacés par les mots « Le membre suppléant est » ;

2. l'alinéa 3 est complété par ce qui suit :

« Cette exigence de diversité porte sur les formes d'expressions culturelles dont les membres sont les représentants, et non sur l'identité ou l'origine culturelle des membres eux-mêmes, considérés en tant qu'individus. ».

Art. 48. Dans l'article 61, § 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. à l'alinéa 1^{er}, les mots « trois ans » sont remplacés par les mots « cinq ans » et les mots « deux fois » sont remplacés par les mots « une fois » ;
2. l'alinéa 2 est abrogé ;
3. à l'alinéa 3, devenu 2, les mots « , sans récuser ou soutenir une candidature particulière » sont supprimés ;
4. en fin de paragraphe, il est inséré un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'avis des fédérations n'est pas requis en cas d'appel complémentaire à candidatures destiné à remédier à une vacance. Les résultats de l'appel complémentaire sont transmis pour information aux fédérations concernées. ».

Dans le paragraphe 2 du même article, les modifications suivantes sont apportées :

1. à l'alinéa 1^{er}, les mots « trois ans » sont remplacés par les mots « cinq ans » et les mots « un tiers » sont remplacés par les mots « la moitié » ;
2. au même alinéa, le mot « supérieur » est inséré entre le mot « Conseil » et les mots « et des chambres » ;
3. à l'alinéa 2, les mots « , sans récuser ou soutenir une candidature particulière » sont supprimés.

Dans le paragraphe 3 du même article, les modifications suivantes sont apportées :

1. à l'alinéa 1^{er}, les mots « un Président » sont remplacés par les mots « une présidence » ;
2. au même alinéa 1^{er}, les mots « pour un mandat d'une durée de deux ans maximum, non renouvelable » sont supprimés ;
3. les alinéas 2 et 3 sont abrogés.

Dans le paragraphe 4 du même article, les modifications suivantes sont apportées :

1. à l'alinéa 1^{er}, les mots « un vice-président » sont remplacés par les mots « une vice-présidence » ;
2. au même alinéa 1^{er}, les mots « pour un mandat d'une durée de deux ans maximum, non renouvelable » sont supprimés ;
3. les alinéas 2 à 4 sont abrogés.

Art. 49. Dans l'article 62 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. dans le paragraphe 1^{er}, à l'alinéa 1^{er}, les mots « , le cas échéant au cours d'une session de travail » sont supprimés ;
2. le paragraphe 3 est complété par les mots « organisé en fonction des besoins des différents organes et au minimum tous les deux ans ».

Art. 50. Dans l'article 64 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. dans l'alinéa 1^{er}, au point 1^o, a), les mots « sur base du respect de la parité entre les hommes et les femmes » sont supprimés ;

2. dans le même alinéa, au point 5^o, c), les mots « avec qui il existe un lien de coproduction ou un partenariat relatif à la demande examinée » sont remplacés par les mots « à l'égard de laquelle il possède des intérêts susceptibles d'influencer indûment l'exercice de ses missions d'intérêt général ou d'être interprétés comme tels » ;

3. dans le même alinéa, il est inséré un 9^o rédigé comme suit :

« 9^o l'analyse approfondie des dossiers peut être déléguée à certains membres, à charge pour ceux-ci d'en faire le rapport auprès des autres membres lors de la réunion suivante. » ;

4. dans l'alinéa 2, les mots « Au cours » sont remplacés par les mots « Par dérogation à l'article 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, au cours » ;

5. l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« En cas de surcharge de travail d'une commission d'avis, le Gouvernement prend, par ordre décroissant de priorité les mesures suivantes :

1^o inviter la commission, si ce n'est pas déjà le cas, à déléguer l'analyse approfondie des dossiers à certains membres, à charge pour ceux-ci d'en faire le rapport auprès des autres membres lors de la réunion suivante ;

- 2^o déterminer les dossiers qui doivent être traités en priorité ;

3^o affecter, ponctuellement et pour une période déterminée, des membres suppléants de la commission d'avis à une session de travail de cette commission d'avis, en tant que membres effectifs. ».

Art. 51. Dans l'article 67, 1^o, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. au point a), les mots « l'improvisation, » sont insérés entre les mots « en ce compris » et les mots « les arts de la marionnette » ;

2. le point g) est remplacé par ce qui suit :

« g) aux spectacles d'humour, en ce compris le stand-up ; » ;

3. il est inséré un point h) rédigé comme suit :

« h) aux projets relevant de plusieurs disciplines des arts de la scène, dont au moins une de celles reprises sous a) à g) ; ».

Dans le même article, le 2^o est abrogé.

Art. 52. Dans l'article 68 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. dans l'alinéa 1^{er}, le nombre « soixante-cinq » est remplacé par le nombre « soixante-neuf » ;

2. dans le même alinéa, il est inséré un point 8^o rédigé comme suit :

« 8^o quatre experts en spectacles d'humour. » ;

3. dans l'alinéa 2, le nombre « soixante-cinq » est remplacé par le nombre « soixante-neuf ».

Art. 53. Dans l'article 69 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. au point 1^o, le nombre « treize » est remplacé par le nombre « dix-huit » et les mots « la moitié » sont remplacés par les mots « soixante pour cent » ;
2. au point 3^o, le mot « pluridisciplinaires » est remplacé par les mots « relevant de plusieurs disciplines des arts de la scène » ;
3. au point 4^o, les mots « , aux spectacles d'humour » sont insérés entre les mots « au conte » et les mots « ou au théâtre action ».

Art. 54. Dans l'article 70 du même décret, le 2^o est abrogé.

Art. 55. Dans l'article 76 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. le point 3^o est remplacé par ce qui suit :
« 3^o l'attribution des prix décernés dans domaines visés sous 1^o, ou la composition des jurys chargés de décerner lesdits prix ; ».
2. le point 5^o est abrogé.

Art. 56. Dans l'article 85, 1^o, du même décret, le point *d*) est complété par les mots « , en ce compris le théâtre amateur. ».

Art. 57. Dans l'article 86, alinéa 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. au point 4^o, *e*), les mots « de la scène » sont remplacés par le mot « vivants » ;
2. dans le même point 4^o, il est inséré un *h*) rédigé comme suit :
« *h*) aux musiques. ».

CHAPITRE 7. — *Modifications relatives à la Chambre de recours*

Art. 58. Dans l'article 89 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est complété par ce qui suit :
« Le membre suppléant est du même sexe et dispose de la même expertise que le membre effectif auquel il est attaché. » ;
2. dans le paragraphe 2, à l'alinéa 2, les mots « , sans récuser ou soutenir une candidature particulière » sont supprimés ;
3. dans le même paragraphe 2, il est inséré un alinéa 3 rédigé comme suit :
« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'avis des fédérations n'est pas requis en cas d'appel complémentaire à candidatures destiné à remédier à une vacance. Les résultats de l'appel complémentaire sont transmis pour information aux fédérations concernées. ».

Art. 59. Dans l'article 90 du même décret, l'alinéa 3 est complété par les mots « organisé en fonction des besoins des différents organes et au minimum tous les deux ans ».

CHAPITRE 8. — *Modifications relatives aux fédérations professionnelles*

Art. 60. Dans l'article 92, § 1^{er}, alinéa 2, du même décret, le *c*) du 2^o est complété par ce qui suit :

« ou de tout autre génocide, crime contre l'humanité ou crime de guerre, tels que visés aux articles 136*bis* à 136*quater* du Code pénal, établis comme tels par une décision définitive rendue par une juridiction internationale. ».

Art. 61. Dans l'article 94 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. dans le paragraphe 1^{er}, il est inséré un alinéa 4 rédigé comme suit :
« Une fédération professionnelle peut renoncer à la subvention octroyée tout en conservant le droit de siéger dans les chambres pour lesquelles elle a été désignée. » ;
2. le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :
« § 2. Les subventions accordées en vertu du présent article sont indexées au 1^{er} janvier de chaque année en suivant l'évolution de l'indice santé. L'indice de base est celui du mois de novembre précédant l'entrée en vigueur de la reconnaissance ou de son renouvellement. Le nouvel indice est celui du mois de novembre précédant l'indexation. » ;
3. dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, 2^o, le mot « permanent » est supprimé.

Art. 62. Dans le livre II de la Partie II du même décret, il est inséré après l'article 95 un article 95/1 rédigé comme suit :

« Art. 95/1. Les dispositions du présent livre ne sont pas applicables à la fédération visée à l'article 5/1 du décret du 17 juillet 2003 relatif au développement de l'action d'éducation permanente dans le champ de la vie associative. ».

CHAPITRE 9. — *Modifications relatives au recours administratif*

Art. 63. Dans l'article 96, § 1^{er}, du même décret, tel que modifié par le décret du 25 juin 2020, les modifications suivantes sont apportées :

1. au point 1^o, le *a*) est complété par ce qui suit :
« , ou à une reconnaissance ou un agrément donnant droit à une telle subvention structurelle. » ;
2. dans le même point 1^o, il est inséré un *c*) rédigé comme suit :
« *c*) une reconnaissance en vertu du décret du 30 avril 2009 instituant une procédure de reconnaissance des librairies de qualité ; » ;
3. dans le point 2^o, il est inséré un *c*) rédigé comme suit :
« *c*) une décision de retrait. » ;

4. les points 7° à 9° sont remplacés par ce qui suit :

« 7° si l'avis de la Chambre recommande de réformer la décision initiale, le dossier est renvoyé sans délai par l'Administration devant une session de travail de la commission d'avis compétente dont au moins la moitié des membres, désignés conformément à l'article 64, alinéa 1^{er}, 1°, b) et g), sont différents de ceux qui ont prononcé l'avis initial ; la commission rend son avis motivé dans un délai de quarante-cinq jours à dater de l'avis de la Chambre de recours ; les modalités de suspension et de report du délai prévues au point 6° sont applicables ;

8° le Gouvernement est tenu de statuer sur la requête ; la décision est rendue dans un délai de quinze jours à compter de l'échéance du délai visé au 6° ou au 7°, selon que la Chambre recommande ou non de réformer la décision initiale ;

9° l'avis de la Chambre de recours et, le cas échéant, celui de la commission d'avis compétente sont joints à la décision qui se prononce sur le recours. » ;

5. le 10° est abrogé.

Dans le même article, au paragraphe 2, 1°, il est inséré un d) rédigé comme suit :

« d) une décision de retrait. ».

Dans le même article, il est inséré un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux recours introduits en application du décret du 17 juillet 2003 relatif au développement de l'action d'éducation permanente dans le champ de la vie associative. ».

CHAPITRE 10. — *Modifications relatives à l'autonomie culturelle des opérateurs*

Art. 64. Dans l'article 97, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. le c) du point 1° est complété par ce qui suit :

« ou de tout autre génocide, crime contre l'humanité ou crime de guerre, tels que visés aux articles 136bis à 136quater du Code pénal, établis comme tels par une décision définitive rendue par une juridiction internationale ; » ;

2. il est inséré un point 4° rédigé comme suit :

« 4° les personnes morales dont un organe d'administration ou de gestion comprend une personne visée aux 1° à 2°. ».

Dans le paragraphe 2 du même article, les modifications suivantes sont apportées :

1. à l'alinéa 2, la phrase liminaire est remplacée par ce qui suit : « Par dérogation, les personnes morales suivantes ne sont pas concernées par l'incompatibilité prévue à l'alinéa 1^{er}, sous 5° : » ;

2. au même alinéa, il est inséré un 3° rédigé comme suit :

« 3° les fédérations et associations d'éducation permanente reconnues. » ;

3. l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Le Gouvernement arrête la liste des personnes morales ou des catégories de personnes morales visées à alinéa 2, 1°. ».

Dans le même article, il est inséré un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Pour pouvoir prétendre à un subventionnement de plus de 12.500 euros dans le cadre des politiques culturelles, une personne morale de droit privé doit composer ses organes d'administration ou de gestion, pour moitié au moins, de personnes qui ne sont :

1° ni titulaires des fonctions visées au § 2, alinéa 1^{er}, 1° à 2° ;

2° ni membres du Parlement européen, d'une assemblée parlementaire fédérale, régionale ou communautaire, d'un conseil provincial, d'un conseil communal ou d'un conseil de l'action sociale. ».

Art. 65. Dans l'article 98, § 1^{er}, du même décret, le c) du 6° est complété par ce qui suit :

« ou de tout autre génocide, crime contre l'humanité ou crime de guerre, tels que visés aux articles 136bis à 136quater du Code pénal, établis comme tels par une décision définitive rendue par une juridiction internationale ; ».

Art. 66. Dans l'article 99 du même décret, le c) du 1° est complété par ce qui suit :

« ou de tout autre génocide, crime contre l'humanité ou crime de guerre, tels que visés aux articles 136bis à 136quater du Code pénal, établis comme tels par une décision définitive rendue par une juridiction internationale ; ».

Art. 67. Dans l'article 100 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. l'alinéa 1^{er} est complété comme suit :

« dans les cas suivants :

1° à la demande, ou moyennant l'accord, de l'opérateur concerné ;

2° en cas de dysfonctionnements, de non-respect des conditions de reconnaissance ou de subventionnement ou d'insuffisance des justificatifs ;

3° en cas de déséquilibre financier ;

4° dans les situations visées aux articles 98 et 99. » ;

2. dans l'alinéa 2, le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° l'observateur n'est pas membre de l'organe, mais peut assister aux réunions et y exprimer la position des services du Gouvernement. Il ne prend pas part aux votes de l'organe. » ;

3. dans le même alinéa 2, le 3° est abrogé.

CHAPITRE 11. — *Modifications relatives à l'évaluation du décret*

Art. 68. Dans l'article 101, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, le mot « supérieur » est inséré entre le mot « Conseil » et les mots « et des chambres ».

Dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, du même article, les modifications suivantes sont apportées :

1. le mot « supérieur » est inséré entre le mot « Conseil » et les mots « et comprend » ;

2. les mots « de la Langue française, des Langues régionales endogènes » sont remplacés par les mots « des Langues ».

CHAPITRE 12. — *Modifications apportées aux dispositions transitoires*

Art. 69. Dans l'article 117, alinéa 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. le mot « supérieur » est inséré entre le mot « Conseil » et les mots « , des chambres » ;
2. les mots « de la Langue française, des Langues régionales endogènes » sont remplacés par les mots « des Langues ».

Art. 70. Dans l'article 121 du même décret, les mots « au regard des candidatures reçues, à la désignation » sont remplacés par les mots « lors de la désignation des premiers membres suivant l'entrée en vigueur du décret, à désigner, au regard des candidatures reçues, ».

CHAPITRE 13. — *Modifications apportées à d'autres législations*

Art. 71. Dans l'article 3 du décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la scène, le paragraphe 2 est abrogé.

Art. 72. Dans l'article 5 du décret du 30 avril 2009 instituant une procédure de reconnaissance des librairies de qualité, les modifications suivantes sont apportées :

1. le point 2° est complété par ce qui suit :
« dans le respect des principes fixés par l'article 96, § 1^{er}, du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle. » ;
2. au point 3°, les mots « des procédures de recours, » sont supprimés.

Art. 73. Dans le décret du 21 novembre 2013 relatif aux centres culturels, les articles 23, § 5, 43 et 48 sont complétés par ce qui suit :

« dans le respect des principes fixés par l'article 96, § 1^{er}, du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle. ».

Art. 74. Dans l'article 10 du décret du 3 avril 2014 relatif aux arts plastiques, les modifications suivantes sont apportées :

1. l'alinéa 1^{er} est complété par ce qui suit :
« dans le respect des principes fixés par l'article 96, § 1^{er}, du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle. » ;
2. l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 75. Dans le décret du 25 avril 2019 relatif au secteur muséal en Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

1. les articles 8, § 2, 11, § 3, et 17, § 2, sont complétés par ce qui suit :
« dans le respect des principes fixés par l'article 96, § 1^{er}, du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle. » ;
2. l'article 8, § 3, alinéa 2, est complété par ce qui suit :
« ainsi que les modalités de recours, dans le respect des principes fixés par l'article 96, § 1^{er}, du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle. ».

CHAPITRE 14. — *Dispositions transitoires*

Art. 76. Les mandats de membres effectifs et suppléants d'une commission d'avis attribués avant l'entrée en vigueur du présent décret sont prolongés de deux ans.

Art. 77. Les mandats de présidence et de vice-présidence attribués avant l'entrée en vigueur du présent décret sont prolongés jusqu'à la fin du mandat du membre qui assume cette fonction, sauf si l'organe en décide autrement.

Art. 78. Les articles 76 et 77 entrent en vigueur le jour de la sanction du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 6 juillet 2023.

Ministre-Président,
P-Y. JEHOLET

Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances
et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATINY

Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

—
Note

Session 2022-2023

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 555-1. – Amendement(s) en commission, n° 555-2 - Rapport de commission, n° 555-3 – Amendement(s) en séance, n° 555-4 - Texte adopté en séance plénière, n° 555-5

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 5 juillet 2023.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/43999]

6 JULI 2023. — Decreet tot wijziging van het decreet van 28 maart 2019
betreffende het nieuwe beheerskader inzake cultuur

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingen in de definities*

Artikel 1. In artikel 1 van het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe beheerskader inzake cultuur worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. punt 5° wordt vervangen door hetgeen volgt:

“5° Belangenconflict: een feitelijke of schijnbare situatie waarin een persoon belangen heeft die de uitvoering van zijn opdrachten in het algemeen belang onrechtmatig kunnen beïnvloeden”;

2. punt 6° wordt vervangen door het volgende punt:

“6° Conseil supérieur: de Hoge Raad voor Cultuur;” ;

3. het volgende punt 6°/1 wordt ingevoegd: :

“6°/1 Talenraad: de Raad voor de Franse taal, de endogene regionale talen en het Talenbeleid;” ;

4. het volgende punt 6°/2 wordt ingevoegd:

“6°/2 Culturele diversiteit: de veelheid van wijzen waarop de culturen van individuen, groepen en samenlevingen tot uiting komen, die tot uiting komen in de diverse wijzen van artistieke schepping, productie, verspreiding, distributie en genot van cultuuruitingen;” ;

5. het volgende punt 6°/3 wordt ingevoegd:

“6°/3 Financieel onevenwicht: de situatie waarin een operator op het einde van een boekjaar een gecumuleerd negatief resultaat voorlegt ten belope van ten minste 10% van de totale tijdens dat jaar geboekte inkomsten. Dit percentage wordt verlaagd tot 5% voor operatoren met een totaal inkomen per boekjaar van meer dan 1.750.000 euro;” ;

6. punt 11° wordt vervangen door het volgende punt:

“11° bestuurs- of leidinggevend orgaan: het orgaan via hetwelk een rechtspersoon handelt en vertegenwoordigd is ten aanzien van derden;” ;

7. in punt 12° worden de woorden “de Raad, de Raad voor de Franse taal, de endogene regionale talen en het Talenbeleid,” vervangen door de woorden “de Hoge Raad, de Talenraad;” ;

8. in punt 13° worden de woorden “met uitzondering van permanente opvoeding” geschrapt;

9. het volgende punt 18° wordt ingevoegd:

“18° Gebruiker: toeschouwer of deelnemer aan een culturele activiteit georganiseerd door een operator;

10. het volgende nieuwe punt 19° wordt ingevoegd:

“19° User: een operator die gebruik maakt van een culturele infrastructuur die door een andere operator wordt beheerd.

HOOFDSTUK 2 — *Wijzigingen met betrekking tot alle adviesorganen*

Art. 2. In artikel 2, eerste lid, 1°, van hetzelfde decreet, worden de woorden “de Raad” vervangen door de woorden “de Hoge Raad voor Cultuur”.

Art. 3. In artikel 3 van hetzelfde decreet wordt het volgende toegevoegd aan c) van 1°:

“of enige andere genocide, misdaad tegen de menselijkheid of oorlogsmisdaad, zoals bedoeld in de artikelen 136bis tot 136quater van het Strafwetboek, als zodanig vastgesteld door een definitieve beslissing van een internationaal gerechtshof”.

Art. 4. In artikel 4 van hetzelfde decreet wordt paragraaf 1 vervangen door hetgeen volgt:

“§ 1. Dezelfde natuurlijke persoon kan niet tegelijkertijd worden aangewezen:

1° als lid van verschillende adviesorganen;

2° als lid van een adviesorgaan en als vertegenwoordiger van een beroepsfederatie.

In afwijking van lid 1:

1° kunnen de natuurlijke personen die door een politieke groepering zijn aangewezen om de overeenstemmende ideologische of filosofische strekking binnen de Hoge Raad te vertegenwoordigen, onder de in dit decreet bepaalde voorwaarden deelnemen aan de werkzaamheden van de Talenraad en de Overlegkamers;

2° kunnen de afgevaardigden van de overlegkamers en van de Talenraad deelnemen aan de werkzaamheden van de Raad van Bestuur onder de voorwaarden bepaald in dit decreet;

3° kunnen bepaalde leden van de adviescommissies deelnemen aan de werkzaamheden van de overlegkamers, onder de voorwaarden bepaald in de artikelen 35, § 1, derde lid, 42, 44, 46, 47, 49, 52, § 2, 55 en 57.

In paragraaf 2 van hetzelfde artikel worden de woorden “of vertegenwoordiger van een erkende beroepsfederatie” geschrapt.

In paragraaf 3 van hetzelfde artikel worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. de woorden "zich kandidaat te stellen" worden vervangen door de woorden "aangewezen te zijn";
2. de woorden "behalve in geval van een tekort dat door de regering is vastgesteld volgens de in de artikelen 22, 30 en 61 bedoelde procedures" worden vervangen door hetgeen volgt:

"behalve:

- 1° in geval van een tekort vastgesteld door de Regering volgens de procedures bedoeld in de artikelen 22, 30 en 61;
- 2° in het geval van een plaatsvervangend lid dat minder dan de helft van de eerste ambtstermijn heeft gezeten".

Art. 5. Aan artikel 7 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in paragraaf 1, eerste lid, wordt tussen de punten 2° en 3° een punt 2°/1 ingevoegd, dat als volgt wordt geformuleerd:

"2°/1. het gebruik van technologische middelen die het mogelijk maken op afstand aan vergaderingen deel te nemen, is toegestaan;" ;

2. in paragraaf 2 wordt tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid ingevoegd:

"Het huishoudelijk reglement maakt in zijn bepalingen uitdrukkelijk onderscheid tussen de bepalingen die louter de bepalingen van dit decreet of van een andere normatieve tekst weergeven, en de bepalingen die aanvullende of afwijkende bepalingen vormen die door dit decreet zijn toegestaan en specifiek zijn voor het betrokken orgaan."

Art. 6. Aan artikel 9 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. de bestaande leden worden samengevoegd in een § 2;
2. in het eerste lid van de paragraaf bedoeld in punt 1° worden de woorden "voorzitters en vicevoorzitters" vervangen door de woorden "voorzitterschappen en vicevoorzitterschappen" en worden de woorden "bij dit decreet en" ingevoegd tussen de woorden "worden toegekend" en de woorden "bij het reglement";

3. in de paragraaf, vermeld in 1°, wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt:

"Deze ambten kunnen worden uitgeoefend door twee leden van verschillend geslacht. In dat geval wordt in het huishoudelijk reglement bepaald hoe de in artikel 12, lid 2 bedoelde beslissende stem wordt toegewezen.

4. de volgende paragraaf 1 wordt ingevoegd vóór de in punt 1.- bedoelde paragraaf:

"§ 1. Elk adviesorgaan benoemt uit zijn werkende leden een voorzitterschap en een of meer vicevoorzitterschappen, overeenkomstig de artikelen 26, eerste lid, 33, 39, § 1, en 61, §§ 3 en 4.

Het huishoudelijk reglement bepaalt de duur van het voorzitterschap en het vicevoorzitterschap, die de ambtstermijn van het betrokken lid niet mag overschrijden. Hetzelfde lid kan niet worden herbenoemd tot voorzitter of vicevoorzitter tot het einde van een periode die gelijk is aan de duur van één ambtstermijn als voorzitter of vicevoorzitter, tenzij

1° in het geval van een plaatsvervangend lid dat minder dan de helft van de duur van een voorzitterschap of vicevoorzitterschap heeft gediend;

2° of indien geen ander lid beschikbaar is om het ambt waar te nemen.

Voor de benoeming van de voorzitter en vicevoorzitters geldt een beginsel van afwisseling en pariteit tussen vrouwen en mannen. Indien het totale aantal toe te kennen mandaten oneven is, mag het aantal mandaten dat aan leden van hetzelfde geslacht wordt toegekend het aantal mandaten dat aan leden van het andere geslacht wordt toegekend met niet meer dan één overschrijden.

Bij wijze van afwijking zijn de leden 2 en 3 niet van toepassing op de benoeming van de voorzitters en vicevoorzitters van de overlegkamers."

Art. 7. Aan artikel 10 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in lid 2 worden de woorden "met de Voorzitter, de Secretaris" vervangen door de woorden "met het voorzitterschap, het secretariaat";
2. in lid 3 wordt het woord "Secretaris" vervangen door het woord "secretariaat".

Art. 8. Aan artikel 11 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in lid 2 worden de woorden "overeenkomstig de bepalingen van het huishoudelijk reglement" geschrapt;
2. lid 3 wordt vervangen door hetgeen volgt:

"In het huishoudelijk reglement kunnen voor deze nieuwe vergadering soepelere quorumvereisten worden vastgesteld dan die welke in lid 1 zijn vastgelegd."

Art. 9. In artikel 12, tweede lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden "van de Voorzitter" vervangen door de woorden: "van het Voorzitterschap".

Art. 10. In het opschrift van hoofdstuk IV van titel I van boek I van deel II, van hetzelfde decreet, wordt het woord "Kosten" vervangen door het woord "Vergoedingen".

Art. 11. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 13, § 1, van hetzelfde decreet:

1. in lid 1, punt 1°, worden de woorden "jaarlijks geïndexeerd op basis van de verhouding tussen het gezondheidsindexcijfer van januari van het lopende jaar en dat van januari van het jaar waarin dit besluit in werking treedt" vervangen door de woorden "jaarlijks geïndexeerd op 1 januari op basis van de evolutie van het gezondheidsindexcijfer. Het basisindexcijfer is dat van januari 2019 en het nieuwe indexcijfer is dat van november voorafgaand aan de indexerings";

2. in punt 2° van hetzelfde lid worden de woorden "die overeenkomstig de geldende regelgeving voor personeelsleden van rang 12 van het ministerie van de Franse Gemeenschap wordt toegekend, tot een maximumbedrag dat overeenkomt met de kosten van een treinkaartje eerste klas" vervangen door de woorden "die overeenkomstig de artikelen 8 en 13 van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende de verplaatsingskosten wordt toegekend; voor de toepassing van deze bepalingen worden de leden gelijkgesteld met ambtenaren van niveau 1";

3. het volgende nieuwe lid 3 wordt ingevoegd:

"In afwijking van lid 1 wordt geen vergoeding toegekend aan leden die hun werkgever tijdens werktijd vertegenwoordigen en wier salaris en verplaatsingskosten door de werkgever ten laste worden genomen."

In hetzelfde artikel wordt de volgende paragraaf 5 ingevoegd:

"§ 5 De afgevaardigden van de adviescommissies, vermeld in artikel 37, § 1, 6°, hebben recht op de vergoedingen, vermeld in paragraaf 1, wanneer zij met raadgevende stem in een overlegkamer zetelen."

Art. 12. In artikel 14 van hetzelfde decreet worden de woorden "Binnen een jaar na hun benoeming kan de Regering een passende opleiding organiseren en aanbieden aan de leden van de adviesorganen" vervangen door de woorden "De Regering kan een passende opleiding organiseren en aanbieden aan de leden van de adviesorganen".

Art. 13. Aan artikel 15, § 2, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in punt 1° wordt het woord "Raad" vervangen door de woorden "Hoge Raad";
2. in punt 2° van hetzelfde lid worden de woorden "Raad voor de Franse taal, endogeen regionale talen en Talenbeleid" vervangen door de woorden "Talenraad".

In paragraaf 3 van hetzelfde artikel worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. de woorden "aan een" worden vervangen door de woorden "aan de";
2. de woorden "of voorstellen" worden geschrapt;
3. de woorden "die bij het Parlement van de Franse Gemeenschap worden ingediend" worden vervangen door de woorden "die zij betreffen op het moment waarop ze bij het Parlement van de Franse Gemeenschap worden ingediend".

Art. 14. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 16 van hetzelfde decreet:

1. in lid 1 wordt het woord "Raad" vervangen door de woorden "Hoge Raad";
2. de woorden "gedurende het voorgaande kalenderjaar" worden toegevoegd aan het eerste lid;
3. in lid 2, 2°, worden de woorden "Raad voor de Franse taal, endogeen regionale talen en Talenbeleid" vervangen door de woorden "Talenraad".

Art. 15. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 17 van hetzelfde decreet:

1. het woord "Raad" wordt vervangen door de woorden "Hoge Raad";
2. het woord "drie" wordt vervangen door het woord "zes".

Art. 16. Aan artikel 18, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. het woord "Raad" wordt vervangen door de woorden "Hoge Raad";
2. het woord "en" wordt vervangen door een komma;
3. na "cultuurbeleid" worden de woorden "en aan alle leden van adviesorganen" ingevoegd.

HOOFDSTUK 3 — *Wijzigingen met betrekking tot de Hoge Raad voor Cultuur*

Art. 17. In het opschrift van titel II van boek I van deel III van hetzelfde decreet wordt het woord "Raad" vervangen door de woorden "Hoge Raad voor Cultuur".

Art. 18. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 19, § 1, van hetzelfde decreet:

1. in lid 1, in de inleidende zin, wordt het woord "Raad" vervangen door de woorden "Hoge Raad";
2. in punt 1° van hetzelfde lid wordt het woord "en" vervangen door het woord "of";
3. in hetzelfde lid worden in punt 2° de woorden ", van algemene of horizontale strekking," ingevoegd tussen het woord "decreten" en het woord "voorbereide";
4. in punt 4° van hetzelfde lid worden de woorden "van algemene of horizontale strekking" ingevoegd tussen het woord "bestaande" en het woord "aangenomen";
5. tussen de leden 1 en 2 wordt het volgende lid ingevoegd:

"De adviezen en aanbevelingen worden gericht aan de Regering of het Parlement van de Franse Gemeenschap en openbaar gemaakt volgens de procedures van de artikelen 15 tot en met 18.";

6. in lid 2, hernummerd tot lid 3, wordt het woord "Raad" vervangen door de woorden "Hoge Raad".

In § 2 van hetzelfde artikel worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in lid 1 wordt het woord "Raad" vervangen door de woorden "Hoge Raad";
2. in lid 2 wordt het woord "Raad" vervangen door de woorden "Hoge Raad";.

Art. 19. Aan artikel 20, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in de inleidende zin wordt het woord "Raad" vervangen door de woorden "Hoge Raad";
 2. in punt 2° wordt het woord "Raad" vervangen door de woorden "Hoge Raad";
 3. in de punten 3° en 4° worden de woorden "Raad voor de Franse taal, de endogene regionale talen en het Talenbeleid" vervangen door de woorden "Talenraad";
 4. tussen de punten 4° en 5° worden de punten 4°/1 en 4°/2 ingevoegd, luidend als volgt:
 "4°/1 de Voorzitter van de Hoge Raad voor Permanente Opvoeding, of zijn vertegenwoordiger;
 4°/2 een bijkomend lid van de Hoge Raad voor Permanente Opvoeding afgevaardigd op basis van zijn/haar deskundigheid met betrekking tot de agenda van de Hoge Raad;" ;
 5. in punt 6° worden de woorden "een hoge graad van deskundigheid" vervangen door de woorden "expertise".
- In het tweede lid van hetzelfde artikel worden de woorden "en 6°" geschrapt.

In hetzelfde artikel wordt een nieuw lid 3 ingevoegd, dat als volgt luidt:

“Bij de samenstelling van de Hoge Raad wordt gestreefd naar culturele diversiteit. Dit vereiste van diversiteit heeft betrekking op de culturele expressievormen waarvan de leden de vertegenwoordigers zijn, en niet op de identiteit of culturele afkomst van de leden zelf, beschouwd als individuen.”.

Art. 20. In artikel 21 van hetzelfde decreet, worden de woorden “en 6°” geschrapt.

Art. 21. In artikel 22, § 1, van hetzelfde decreet, worden de woorden “onder 1° tot 4°” vervangen door de woorden “onder 1° tot 4°/2”.

In paragraaf 2 van hetzelfde artikel worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in lid 1 worden de woorden “door de Regering” geschrapt;
2. in hetzelfde lid wordt het woord “zij” vervangen door “de Regering”;
3. in lid 2 worden de woorden “zonder een bepaalde kandidaat af te wijzen of te steunen” geschrapt;
4. het volgende nieuwe lid 3 wordt ingevoegd:

“In afwijking van lid 1 is het advies van de federaties niet vereist in geval van een aanvullende oproep tot kandidaten om in een vacature te voorzien. De resultaten van de aanvullende oproep tot kandidaten worden ter informatie aan de betrokken federaties toegezonden.”.

In hetzelfde artikel wordt paragraaf 3 vervangen door hetgeen volgt:

“§ 3 Elke parlementaire groep die erkend is in het Parlement van de Franse Gemeenschap deelt aan de Administratie een lijst mee van twee personen, een vrouw en een man, met een mandaat om de betrokken ideologische of filosofische strekking te vertegenwoordigen in de Hoge Raad, de Talenraad en de overlegkamers, en die kunnen aantonen over een transversale expertise te beschikken op het vlak van cultuurbeleid.

De onverenigbaarheden bedoeld in artikel 4, § 1, § 2, eerste lid, 5°, en § 2, derde lid, zijn van toepassing.

De in lid 1 bedoelde lijst wordt goedgekeurd door de Regering en kan te allen tijde op verzoek van de betrokken parlementaire groep worden gewijzigd.

Enkel natuurlijke personen die op de in lid 1 bedoelde lijst staan, mogen namens de door hen vertegenwoordigde strekking zitting hebben in de Hoge Raad, de Talenraad en de overlegkamers.

Elke erkende parlementaire groep mag slechts één vertegenwoordiger per vergadering afvaardigen”.

Art. 22. In artikel 23, lid 3, a), van hetzelfde decreet, worden de woorden “georganiseerd volgens de behoeften van de verschillende organen en ten minste om de twee jaar” ingevoegd na het woord “kandidatuur”.

Art. 23. Aan artikel 24, § 1, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. het woord “Raad” wordt vervangen door de woorden “Hoge Raad”;
2. punt 3° wordt vervangen door het volgende :
“3° de Administrateur-generaal van Wallonie-Bruxelles International, of zijn vertegenwoordiger;” ;
3. tussen de punten 3° en 4° wordt een punt 3°/1 ingevoegd, dat als volgt wordt geformuleerd:
“3°/1 de administrateur-generaal van de RTBF, of diens vertegenwoordiger;”;
4. in de punten 4° en 5° worden de woorden “op verzoek van de Administrateur-generaal voor Cultuur van het Ministerie van de Franse Gemeenschap” geschrapt.

In paragraaf 2 van hetzelfde artikel worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. het woord “Raad” wordt vervangen door de woorden “Hoge Raad”;
2. een nieuw punt 5° wordt ingevoegd als volgt:
“5° vertegenwoordigers van representatieve werknemersorganisaties.”.

Art. 24. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 25, § 1, van hetzelfde decreet:

1. in lid 1 wordt het woord “Raad” vervangen door de woorden “Hoge Raad”;
2. in lid 2 wordt het woord “Raad” vervangen door de woorden “Hoge Raad”;
3. in hetzelfde lid worden de woorden “Raad voor de Franse Taal, de Endogene Regionale Talen en het Talenbeleid” vervangen door de woorden “Talenraad”.

In paragraaf 2 van hetzelfde artikel worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in lid 1 wordt het woord “Raad” vervangen door de woorden “Hoge Raad”;
2. in hetzelfde lid wordt “50” vervangen door “60”;
3. in lid 3 wordt het woord “Raad” vervangen door de woorden “Hoge Raad”.

In paragraaf 3 van hetzelfde artikel wordt het woord “Raad” vervangen door de woorden “Hoge Raad”.

Art. 25. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 26 van hetzelfde decreet:

1. in lid 1 wordt het woord “Raad” vervangen door de woorden “Hoge Raad”;
2. in hetzelfde lid worden de woorden “voor ten hoogste twee jaar” geschrapt;
3. lid 2 wordt opgeheven;
4. in lid 3, thans lid 2, wordt het woord “Raad” vervangen door de woorden “Hoge Raad”;
5. in hetzelfde lid wordt het woord “raadgevende” vervangen door het woord “stemgerechtigde”;
6. in hetzelfde lid worden na het woord “permanent” de woorden “, met uitzondering van beraadslagingen over afzonderlijke ontwerpen van beslissingen” ingevoegd;
7. lid 4 wordt opgeheven.

Art. 26. In artikel 27 van hetzelfde decreet wordt het woord "Raad" vervangen door de woorden "Hoge Raad".

HOOFDSTUK 4 — *Wijzigingen met betrekking tot de Talenraad*

Art. 27. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 28 van hetzelfde decreet:

1. de woorden " - afgekort: Talenraad - " worden ingevoegd tussen de woorden "Talenbeleid" en het woord "formuleert";

2. het volgende nieuwe lid 2 wordt ingevoegd:

"De adviezen en aanbevelingen worden naar de Regering of het Parlement van de Franse Gemeenschap gestuurd en openbaar gemaakt volgens de procedures die in de artikelen 15 tot 18 worden beschreven."

Art. 28. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 29 van hetzelfde decreet:

1. in lid 1 worden de woorden "Raad voor de Franse taal, de endogene regionale talen en het Talenbeleid" vervangen door de woorden "Talenraad";

2. in hetzelfde lid worden de woorden "zeventien werkende leden, als volgt verdeeld" vervangen door de woorden "de volgende werkende leden";

3. in lid 2 van hetzelfde artikel worden de woorden "Een plaatsvervangend lid is" vervangen door de woorden "Het plaatsvervangend lid is";

4. het volgende nieuwe lid 3 wordt ingevoegd:

"De samenstelling van de Talenraad is gericht op culturele diversiteit. Deze vereiste van diversiteit heeft betrekking op de vormen van culturele expressie waarvan de leden vertegenwoordigers zijn, en niet op de identiteit of culturele oorsprong van de leden zelf, beschouwd als individuen".

Art. 29. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 30 van hetzelfde decreet:

1. in lid 2 van dezelfde paragraaf worden de woorden ", zonder een bepaalde kandidaat af te wijzen of te steunen" geschrapt;

2. in paragraaf 2 worden aan lid 3 de volgende woorden toegevoegd:

"georganiseerd volgens de behoeften van de verschillende organen en ten minste om de twee jaar".

Art. 30. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 31, § 1, van hetzelfde decreet:

1. de woorden "de Raad voor Franse taal, Endogene Regionale Talen en Talenbeleid" worden vervangen door de woorden "de Talenraad";

2. punt 1° wordt punt 1°/2;

3. vóór punt 1°, nu 1°/2, worden een punt 1° en een punt 1°/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"1° de Administrateur-generaal voor Cultuur van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, of diens vertegenwoordiger ;

1°/1 een vertegenwoordiger van het Observatoire des Politiques Culturelles;"

In paragraaf 2 van hetzelfde artikel de woorden "de Raad voor Franse taal, Endogene Regionale Talen en Talenbeleid" worden vervangen door de woorden "de Talenraad".

Art. 31. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 32 van hetzelfde decreet:

1. in paragraaf 1 worden de woorden "de Raad voor Franse taal, Endogene Regionale Talen en Talenbeleid" vervangen door de woorden "de Talenraad";

2. in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "de Raad voor Franse taal, Endogene Regionale Talen en Talenbeleid" vervangen door de woorden "de Talenraad";

3. in hetzelfde lid wordt nummer 30 vervangen door nummer 60 en wordt nummer 21 vervangen door nummer 30;

4. in lid 3 van dezelfde paragraaf worden de woorden "de Raad voor Franse taal, Endogene Regionale Talen en Talenbeleid" vervangen door de woorden "de Talenraad";

5. in paragraaf 3 wordt het woord "Raad" telkens vervangen door de woorden "Hoge Raad";

6. in dezelfde paragraaf worden de woorden "de Raad voor Franse taal, Endogene Regionale Talen en Talenbeleid" vervangen door de woorden "de Talenraad";

7. in de paragrafen 4 en 5 worden de woorden "de Raad voor Franse taal, Endogene Regionale Talen en Talenbeleid" vervangen door de woorden "de Talenraad";

8. in paragraaf 4 wordt het woord "Raad" vervangen door de woorden "Hoge Raad".

Art. 32. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 33 van hetzelfde decreet:

1. in lid 1 worden de woorden "de Raad voor de Franse taal, Endogene Regionale Talen en Talenbeleid" vervangen door de woorden "de Talenraad";

2. in hetzelfde lid worden de woorden "een Voorzitter en een Vicevoorzitter" vervangen door de woorden "een voorzitterschap en een vicevoorzitterschap";

3. in hetzelfde lid worden de woorden "van verschillend geslacht voor een periode van ten hoogste twee jaar" geschrapt;

4. de leden 2 en 3 worden opgeheven.

HOOFDSTUK 5 — *Wijzigingen met betrekking tot overlegkamers*

Art. 33. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 34 van hetzelfde decreet:

1. in paragraaf 1 wordt een nieuw lid 3 ingevoegd, dat als volgt luidt:

"De adviezen en aanbevelingen worden toegezonden aan de Regering of het Parlement van de Franse Gemeenschap en openbaar gemaakt volgens de procedures van de artikelen 15 tot 18;

2. in paragraaf 2 wordt het woord "Raad" vervangen door de woorden "Hoge Raad".

Art. 34. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 35, § 1, van hetzelfde decreet:

1. tussen de leden 1 en 2 wordt het volgende lid ingevoegd:

“Bij de samenstelling van de overlegkamers wordt gestreefd naar culturele diversiteit. Dit vereiste van diversiteit heeft betrekking op de culturele expressievormen waarvan de leden vertegenwoordigers zijn, en niet op de identiteit of culturele afkomst van de leden zelf, beschouwd als individuen”;

2. in het tweede lid, thans derde lid, wordt de zinsnede “de desbetreffende adviescommissie kan een lid van de desbetreffende overlegkamer met stemrecht uit die sector of discipline afvaardigen” vervangen door “de Regering kan een lid van de desbetreffende adviescommissie uit die sector of discipline aanwijzen om in de desbetreffende overlegkamer met stemrecht zitting te nemen in vergaderingen die die sector of discipline betreffen”.

Art. 35. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 36, § 1, van hetzelfde decreet:

1. in lid 1 wordt het woord “permanent” geschrapt;

2. in lid 2 worden de woorden “, § 1 en § 2, eerste lid, 1° tot en met 5°,” ingevoegd tussen de woorden “in artikel 4” en de woorden “van toepassing zijn”.

Art. 36. In artikel 37, § 1, van hetzelfde decreet, wordt tussen 1° en 2° het volgende 1°/1 ingevoegd:

“1°/1 de Administrateur-generaal van Wallonie-Bruxelles International, of diens vertegenwoordiger,”.

Art. 37. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 38 van hetzelfde decreet:

1. in paragraaf 2, eerste lid, wordt het getal 30 vervangen door het getal 60 en het getal 21 door het getal 30;

2. in paragraaf 3 wordt het woord “Raad” telkens vervangen door de woorden “Hoge Raad”.

Art. 38. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 39, § 1, van hetzelfde decreet:

1. in lid 1 worden de woorden “een ambtstermijn van ten hoogste twee jaar” vervangen door de woorden “de ambtstermijn die overeenkomstig artikel 9 in het huishoudelijk reglement is vastgesteld. De ambtstermijn bedraagt ten hoogste vijf jaar en kan worden verlengd”;

2. het volgende wordt toegevoegd aan lid 2:

“De ambtstermijn is niet beperkt in de tijd.

In de paragrafen 2 en 3 van hetzelfde artikel wordt het woord “Raad” telkens vervangen door “Hoge Raad”.

In paragraaf 4 van hetzelfde artikel worden na het woord “vertegenwoordigde” de woorden “binnen de grenzen van artikel 11” ingevoegd.

In hetzelfde artikel wordt de volgende paragraaf 5 ingevoegd:

“§ 5. In afwijking van artikel 11 tellen vertegenwoordigers van ideologische en filosofische strekkingen niet mee voor de berekening van het quorum.”.

Art. 39. In artikel 40, tweede lid, 3°, van hetzelfde decreet, wordt het woord “Raad” vervangen door de woorden “Hoge Raad”.

Art. 40. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 41 van hetzelfde decreet:

1. in punt 1° worden de woorden “improvisatie,” ingevoegd tussen de woorden “waaronder” en “poppenspel”;

2. 7° wordt vervangen door het volgende punt:

“7° comedy shows, inclusief stand-up comedy;” ;

3. er wordt een 8° ingevoegd, luidend als volgt:

“8° projecten waarbij meerdere podiumkunstdisciplines betrokken zijn, waarvan er minstens één onder 1° tot 7° valt.”.

Art. 41. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 42 van hetzelfde decreet:

1. lid 1 wordt vervangen door hetgeen volgt:

“Naast de vertegenwoordigers van de erkende beroepsfederaties en andere deelnemers in een raadgevende rol, worden de volgende personen uitgenodigd voor vergaderingen en kunnen zij met raadgevende stem deelnemen aan de werkzaamheden van de Kamer:

1° een vertegenwoordiger van de Commissie voor Levende Kunsten;

2° een vertegenwoordiger van de ARES-Kamer voor Hogere Kunstscholen”;

2. in lid 2 worden de woorden “Deze vertegenwoordiger” vervangen door de woorden “De vertegenwoordiger bedoeld in paragraaf 1, sub 1°,”.

Art. 42. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 44 van hetzelfde decreet:

1. lid 1 wordt vervangen door hetgeen volgt:

“Naast de vertegenwoordigers van de erkende beroepsfederaties en andere deelnemers in een raadgevende rol, worden de volgende personen uitgenodigd voor vergaderingen en kunnen zij met raadgevende stem deelnemen aan de werkzaamheden van de Kamer:

1° een vertegenwoordiger van de Muziekcommissie;

2° een vertegenwoordiger van de ARES-Kamer voor Hogere Kunstscholen;

3° een vertegenwoordiger van Wallonie-Bruxelles Musiques;

2. in paragraaf 2 worden de woorden “Deze vertegenwoordiger” vervangen door de woorden “De vertegenwoordigers bedoeld in paragraaf 1, sub 1°”.

Art. 43. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 46 van het decreet:

1. lid 1 wordt vervangen door hetgeen volgt:

“Naast de vertegenwoordigers van de erkende beroepsfederaties en andere deelnemers in een raadgevende rol, worden de volgende personen uitgenodigd voor vergaderingen en kunnen zij met raadgevende stem deelnemen aan de werkzaamheden van de Kamer:

1° een vertegenwoordiger van de Commissie voor Beeldende Kunsten;

2° een vertegenwoordiger van de ARES-Kamer voor Hogere Kunstscholen;

2. in lid 2 worden de woorden “Deze vertegenwoordiger” vervangen door de woorden “De vertegenwoordigers bedoeld in lid 1, sub 1°”.

Art. 44. In artikel 52 van het decreet wordt § 1 vervangen door hetgeen volgt:

“§ 1. Bij de samenstelling van de kamer wordt gestreefd naar evenwicht tussen:

1° erkende beroepsfederaties die auteurs, scenarioschrijvers, regisseurs, acteurs en toneelspelers vertegenwoordigen;

2° erkende beroepsfederaties die producenten van audiovisuele werken en filmstudio’s vertegenwoordigen;

3° erkende beroepsfederaties die distributeurs van audiovisuele werken en bioscoopexploitanten vertegenwoordigen;

4° erkende beroepsfederaties die technici vertegenwoordigen.

Dit evenwicht wordt gespecificeerd in het huishoudelijk reglement.

In voorkomend geval geldt de goedkeuring van het huishoudelijk reglement, overeenkomstig artikel 7, § 2, als afwijking van artikel 36, § 2, tweede en derde lid, en als machtiging om het daarin aangegeven aantal vertegenwoordigers te delegeren.”.

Art. 45. In artikel 54 van hetzelfde decreet wordt het woord “Cultureel” ingevoegd voor het woord “erfgoed”.

Art. 46. In het opschrift van afdeling VII van hoofdstuk II van titel IV van boek I van deel II van hetzelfde decreet, wordt, in de Franse versie, het woord “territorial” vervangen door het woord “territoriale”.

HOOFDSTUK 6. — *Wijzigingen met betrekking tot de Adviescommissies*

Art. 47. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 60, § 1, van hetzelfde decreet:

1. in lid 2 worden de woorden “Een plaatsvervangend lid heeft voorrang” vervangen door de woorden “Het plaatsvervangende lid heeft voorrang”;

2. het volgende wordt toegevoegd aan lid 3:

“Deze eis van diversiteit heeft betrekking op de vormen van culturele expressie waarvan de leden vertegenwoordigers zijn, en niet op de identiteit of culturele oorsprong van de leden zelf, beschouwd als individuen”.

Art. 48. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 61, § 1, van hetzelfde decreet:

1. in lid 1 worden de woorden “drie jaar” vervangen door de woorden “vijf jaar” en de woorden “tweemaal” door de woorden “eenmaal”;

2. lid 2 wordt opgeheven;

3. in lid 3, nu 2, worden de woorden “, zonder een bepaalde kandidaat af te wijzen of te steunen” geschrapt;

4. het volgende lid wordt ingevoegd aan het einde van de paragraaf:

“In afwijking van lid 1 is het advies van de federaties niet vereist in geval van een aanvullende oproep tot kandidaten om in een vacature te voorzien. De resultaten van de aanvullende oproep tot kandidaten worden ter informatie aan de betrokken federaties toegezonden.”.

In paragraaf 2 van hetzelfde artikel worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in lid 1 worden de woorden “drie jaar” vervangen door de woorden “vijf jaar” en worden de woorden “een derde” vervangen door de woorden “de helft”;

2. in hetzelfde lid wordt het woord “Raad” vervangen door de woorden “Hoge Raad”;

3. in lid 2 worden de woorden “zonder een bepaalde kandidaat af te wijzen of te steunen” geschrapt.

In paragraaf 3 van hetzelfde artikel worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in lid 1 worden de woorden “een Voorzitter” vervangen door de woorden “een voorzitterschap”;

2. in hetzelfde lid 1 worden de woorden “voor een niet-verlengbare termijn van ten hoogste twee jaar” geschrapt;

3. de leden 2 en 3 worden opgeheven.

In paragraaf 4 van hetzelfde artikel worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in lid 1 worden de woorden “een Vicevoorzitter” vervangen door de woorden “een vicevoorzitterschap”;

2. in hetzelfde lid 1 worden de woorden “voor een niet-verlengbare termijn van ten hoogste twee jaar” geschrapt;

3. de leden 2 tot en met 4 worden opgeheven.

Art. 49. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 62 van het decreet:

1. in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden “, in voorkomend geval tijdens een werkzitting” geschrapt;

2. aan paragraaf 3 worden de woorden “georganiseerd naargelang de behoeften van de verschillende organen en ten minste om de twee jaar” toegevoegd.

Art. 50. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 64 van het decreet:

1. in lid 1, punt 1°, onder a), worden de woorden “met inachtneming van de pariteit tussen mannen en vrouwen” geschrapt;

2. in hetzelfde lid, in punt 5°, *c)*, worden de woorden "waarmee zij een coproductieband of partnerschap heeft met betrekking tot de onderzochte aanvraag" vervangen door de woorden "waarbij zij belangen heeft die de uitvoering van haar opdrachten van algemeen belang onrechtmatig kunnen beïnvloeden of als dusdanig kunnen worden geïnterpreteerd";

3. in hetzelfde lid wordt een nieuw 9° ingevoegd, dat als volgt luidt:

"9° de grondige analyse van dossiers kan gedelegeerd worden aan bepaalde leden, die verantwoordelijk zijn voor het erover rapporteren aan de andere leden tijdens de volgende vergadering;

4. in lid 2 worden de woorden "Tijdens" vervangen door de woorden "In afwijking van artikel 7, § 1, eerste lid, 3°, tijdens";

5. lid 3 wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Indien de werklust van een commissie te hevig wordt, neemt de Regering de volgende maatregelen, in dalende volgorde van prioriteit:

1° de Commissie verzoeken om, indien ze dit nog niet heeft gedaan, de grondige analyse van de aanvragen te delegeren aan bepaalde leden, die dan op de volgende vergadering verslag uitbrengen aan de andere leden;

2° de gevallen bepalen die prioritair moeten worden behandeld;

3° om op eenmalige basis en voor een bepaalde periode plaatsvervangende leden van de Adviescommissie aan te wijzen voor een werkvergadering van die Adviescommissie, als werkende leden".

Art. 51. Aan artikel 67, 1°, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in punt *a)* worden de woorden "improvisatie," ingevoegd tussen de woorden "waaronder" en "poppenspel";

2. punt *g)* wordt vervangen door het volgende:

"g) comedyshow's, met inbegrip van stand-upcomedy; ;

3. het volgende punt *h)* wordt ingevoegd: :

"h) projecten in verschillende podiumkunstdisciplines, waaronder minstens één van de onder *a)* tot en met *g)* genoemde disciplines;".

In hetzelfde artikel wordt 2° opgeheven.

Art. 52. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 68 van het decreet:

1. in lid 1 wordt "vijfenzestig" vervangen door "negenenzestig";

2. in hetzelfde lid wordt een nieuw punt 8° ingevoegd, dat als volgt luidt:

"8° vier deskundigen inzake comedyshow's.";

3. in lid 2 wordt "vijfenzestig" vervangen door "negenenzestig".

Art. 53. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 69 van hetzelfde decreet:

1. in punt 1° wordt "dertien" vervangen door "achtien" en wordt "de helft" vervangen door "zestig procent";

2. in punt 3° wordt het woord "multidisciplinair" vervangen door de woorden "waarbij meerdere podiumkunstdisciplines betrokken zijn";

3. in punt 4° worden de woorden ", comedyshow's" ingevoegd tussen de woorden "het vertellen van verhalen" en de woorden "of actietheater".

Art. 54. In artikel 70 van hetzelfde decreet wordt 2° opgeheven.

Art. 55. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 76 van het decreet:

1. punt 3° wordt vervangen door het volgende :

"3° de toekenning van prijzen op de onder 1° bedoelde gebieden, of de samenstelling van de jury's belast met de toekenning van deze prijzen;".

2. punt 5° wordt opgeheven.

Art. 56. In artikel 85, 1°, van hetzelfde decreet, worden aan punt *d)* de woorden ", met inbegrip van het amateurtoneel" toegevoegd.

Art. 57. Aan artikel 86, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in punt 4°, *e)*, worden de woorden "podiumkunsten" vervangen door het woord "levende kunsten";

2. in hetzelfde punt 4° wordt een *h)* ingevoegd als volgt:

"h) muziek.".

HOOFDSTUK 7. — *Wijzigingen met betrekking tot de Raad van beroep*

Art. 58. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 89 van het decreet:

1. in paragraaf 1 wordt aan lid 2 het volgende toegevoegd:

"Het plaatsvervangende lid is van hetzelfde geslacht en heeft dezelfde deskundigheid als het werkende lid met wie hij of zij verbonden is;

2. in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden ", zonder een bepaalde kandidaat af te wijzen of te steunen" geschrapt;

3. in dezelfde paragraaf 2 wordt een nieuw lid 3 ingevoegd, dat als volgt luidt:

"In afwijking van lid 1 is het advies van de federaties niet vereist in geval van een aanvullende oproep tot kandidaten om in een vacature te voorzien. De resultaten van de aanvullende oproep tot kandidaten worden ter informatie aan de betrokken federaties toegezonden.".

Art. 59. In artikel 90 van hetzelfde decreet worden aan lid 3 de woorden "georganiseerd volgens de behoeften van de verschillende organen en ten minste om de twee jaar" toegevoegd.

HOOFDSTUK 8. — *Wijzigingen met betrekking tot beroepsfederaties*

Art. 60. In artikel 92, § 1, tweede lid, van hetzelfde decreet, wordt het volgende toegevoegd aan c) van punt 2°:

"of enige andere genocide, misdaad tegen de menselijkheid of oorlogsmisdaad, zoals bedoeld in de artikelen 136bis tot 136quater van het Strafwetboek, als zodanig vastgesteld door een definitieve beslissing van een internationaal gerechtshof".

Art. 61. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 94 van het decreet:

1. in paragraaf 1 wordt een nieuw lid 4 ingevoegd, dat als volgt luidt:

"Een beroepsfederatie kan afzien van de toegekende subsidie met behoud van het recht om zitting te nemen in de kamers waarvoor ze is aangewezen;

2. paragraaf 2 wordt vervangen door hetgeen volgt:

"§ 2. De krachtens dit artikel toegekende subsidies worden jaarlijks op 1 januari geïndexeerd op basis van de ontwikkeling van het gezondheidsindexcijfer. Het basisindexcijfer is dat van de maand november voorafgaand aan de inwerkingtreding van de erkenning of de verlenging ervan. Het nieuwe indexcijfer is dat van de maand november voorafgaand aan de indexering;

3. in paragraaf 3, eerste lid, 2°, wordt het woord "permanent" geschrapt.

Art. 62. In boek II van deel II, van hetzelfde decreet, wordt na artikel 95 het volgende artikel 95/1 ingevoegd:

"Art. 95/1. De bepalingen van dit boek zijn niet van toepassing op de federatie bedoeld in artikel 5/1 van het decreet van 17 juli 2003 betreffende de ontwikkeling van de permanente vorming op het vlak van het verenigingsleven."

HOOFDSTUK 9. — *Wijzigingen met betrekking tot administratief beroep*

Art. 63. Aan artikel 96, eerste paragraaf, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 25 juni 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in punt 1° wordt het volgende toegevoegd aan a):

"of een erkenning of goedkeuring die recht geeft op een dergelijke structurele subsidie,";

2. in hetzelfde punt 1° wordt een c) ingevoegd als volgt:

"c) erkenning krachtens het decreet van 30 april 2009 tot instelling van een procedure voor de erkenning van kwaliteitsboekhandels,";

3. in punt 2° wordt de volgende letter c) ingevoegd

"c) een beslissing tot intrekking,";

4. de punten 7° tot en met 9° worden vervangen door de volgende punten:

7° indien het advies van de kamer een wijziging van de aanvankelijke beslissing aanbeveelt, verwijst de administratie de zaak onmiddellijk door naar een werkkommissie van de bevoegde adviescommissie, waarvan ten minste de helft van de leden, aangewezen overeenkomstig artikel 64, eerste lid, 1°, b) en g), verschillen van diegenen die het aanvankelijke advies hebben uitgebracht; de kamer brengt haar met redenen omkleed advies uit binnen vijftien dagen na de datum van het advies van de Raad van beroep; de in punt 6° bepaalde procedures voor schorsing of opschorting van de termijn zijn van toepassing;

8° de Regering moet beslissen op het verzoek; de beslissing wordt gegeven binnen vijftien dagen na het verstrijken van de in 6° of 7° bedoelde termijn, naargelang de Raad al dan niet een wijziging van de aanvankelijke beslissing aanbeveelt;

9° het advies van de Kamer van Beroep en, in voorkomend geval, dat van de betrokken Adviescommissie wordt bij de beslissing over het beroep gevoegd";

5. punt 10° wordt opgeheven.

In hetzelfde artikel wordt in paragraaf 2, 1°, het volgende lid d) ingevoegd:

"d) een beslissing tot intrekking".

In hetzelfde artikel wordt een nieuwe paragraaf 3 ingevoegd, die als volgt luidt:

"§ 3. De bepalingen van dit artikel zijn niet van toepassing op de beroepen ingesteld in toepassing van het decreet van 17 juli 2003 betreffende de ontwikkeling van de permanente vorming op het vlak van het verenigingsleven."

HOOFDSTUK 10. — *Wijzigingen met betrekking tot de culturele autonomie van operatoren*

Art. 64. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 97, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet:

1. aan punt 1°, onder c), wordt het volgende toegevoegd:

"of enige andere genocide, misdaad tegen de menselijkheid of oorlogsmisdaad, zoals bedoeld in de artikelen 136bis tot 136quater van het Strafwetboek, als zodanig vastgesteld bij een definitieve beslissing van een internationaal gerechtshof,";

2. het volgende punt 4° wordt ingevoegd:

"4° rechtspersonen van wie het bestuurs- of leidinggevend orgaan een persoon omvat bedoeld in 1° tot 2°."

In paragraaf 2 van hetzelfde artikel worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in lid 2 wordt de inleidende zin vervangen door: "Bij wijze van afwijking is de onverenigbaarheid, bedoeld in lid 1, onder 5°, niet van toepassing op de volgende rechtspersonen:";

2. in hetzelfde lid wordt een nieuw punt 3° ingevoegd, dat als volgt luidt:

"3° erkende federaties en verenigingen voor permanente vorming;

3. lid 3 wordt vervangen door :

"De Regering stelt de lijst op van de rechtspersonen of categorieën van rechtspersonen bedoeld in lid 2, 1°."

In hetzelfde artikel wordt een nieuwe paragraaf 3 ingevoegd, die als volgt luidt:

“§ 3. Om in aanmerking te komen voor een subsidie van meer dan 12.500 euro in het kader van het cultuurbeleid moet een privaatrechtelijke rechtspersoon ten minste de helft van zijn bestuurs- of leidinggevende organen samenstellen uit personen die niet:

1° houders zijn van de ambten bedoeld in § 2, eerste lid, 1° tot en met 2° ;

2° lid zijn van het Europees Parlement, van een federale, gewestelijke of gemeenschapsvergadering, van een provincieraad, van een gemeenteraad of van een sociale actieraad.”.

Art. 65. In artikel 98, § 1, van hetzelfde decreet, wordt het volgende toegevoegd aan c) van 6°:

“of enige andere genocide, misdaad tegen de menselijkheid of oorlogsmisdaad, zoals bedoeld in de artikelen 136bis tot 136quater van het Strafwetboek, als zodanig vastgesteld bij een definitieve beslissing van een internationaal gerechtshof;”.

Art. 66. In artikel 99 van hetzelfde decreet wordt het volgende toegevoegd aan c) van 1°:

“of enige andere genocide, misdaad tegen de menselijkheid of oorlogsmisdaad, zoals bedoeld in de artikelen 136bis tot 136quater van het Strafwetboek, als zodanig vastgesteld bij een definitieve beslissing van een internationaal gerechtshof;”.

Art. 67. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 100 van het decreet:

1. het volgende wordt toegevoegd aan lid 1 :

“in de volgende gevallen:

1° op verzoek of mits instemming van de betrokken operator;

2° in geval van storingen, niet-naleving van de erkennings- of subsidievoorwaarden of onvoldoende bewijsstukken;

3° in geval van financieel onevenwicht;

4° in de toestanden bedoeld in de artikelen 98 en 99”;

2. in lid 2 wordt punt 2° vervangen door:

“2° de waarnemer is geen lid van het orgaan, maar mag de vergaderingen bijwonen en het standpunt van de regeringsdiensten verwoorden. Hij neemt niet deel aan de stemmingen van het orgaan.”;

3. in hetzelfde lid 2 wordt 3° opgeheven.

HOOFDSTUK 11. — *Wijzigingen met betrekking tot de evaluatie van het decreet*

Art. 68. In artikel 101, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet, wordt het woord “Raad” vervangen door de woorden “Hoge Raad”.

In paragraaf 2, eerste lid, van hetzelfde artikel worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. het woord “Raad” wordt vervangen door de woorden “Hoge Raad”;

2. de woorden “Raad voor de Franse taal, endogene regionale talen” worden vervangen door de woorden “Talenraad”.

HOOFDSTUK 12. — *Wijzigingen aangebracht aan de overgangsbepalingen*

Art. 69. Aan artikel 117, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. het woord “Raad” wordt vervangen door de woorden “Hoge Raad”;

2. de woorden “Raad voor de Franse taal, endogene regionale talen” worden vervangen door de woorden “Talenraad”.

Art. 70. In artikel 121 van hetzelfde decreet worden de woorden “in het licht van de ontvangen kandidaturen” vervangen door de woorden “bij de benoeming van de eerste leden na de inwerkingtreding van het decreet, in het licht van de ontvangen kandidaturen”.

HOOFDSTUK 13. — *Wijzigingen aangebracht aan andere wetgevingsteksten*

Art. 71. In artikel 3 van het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en subsidiëring van de professionele podiumkunstensector wordt paragraaf 2 opgeheven.

Art. 72. Aan artikel 5 van het decreet van 30 april 2009 tot instelling van een procedure voor de erkenning van kwaliteitsboekhandels worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. het volgende wordt toegevoegd aan punt 2°:

“met inachtneming van de beginselen van artikel 96, § 1, van het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe beheerskader inzake cultuur.”;

2. in punt 3° worden de woorden “beroepsprocedures,” geschrapt.

Art. 73. In het decreet van 21 november 2013 betreffende de culturele centra worden de artikelen 23, § 5, 43 en 48 aangevuld met hetgeen volgt:

“met inachtneming van de beginselen van artikel 96, § 1, van het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe beheerskader inzake cultuur.”.

Art. 74. In artikel 10 van het decreet van 3 april 2014 betreffende de beeldende kunsten worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. het volgende wordt toegevoegd aan lid 1:

“met inachtneming van de beginselen van artikel 96, § 1, van het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe beheerskader inzake cultuur.”.

2. lid 2 wordt opgeheven.

Art. 75. In het decreet van 25 april 2019 betreffende de museumsector in de Franse Gemeenschap worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. aan artikel 8, § 2, artikel 11, § 3, en artikel 17, § 2, wordt het volgende toegevoegd:

“met inachtneming van de beginselen van artikel 96, § 1, van het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe beheerskader inzake cultuur.”;

2. aan artikel 8, § 3, tweede lid, wordt toegevoegd:

“alsook de beroepsprocedures, met inachtneming van de beginselen vastgelegd in artikel 96, § 1, van het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe beheerskader inzake cultuur.”.

HOOFDSTUK 14. — *Overgangsbepalingen*

Art. 76. De mandaten van de werkende en plaatsvervangende leden van een adviescommissie die vóór de inwerkingtreding van dit decreet zijn toegekend, worden met twee jaar verlengd.

Art. 77. De mandaten van het voorzitterschap en vicevoorzitterschap die vóór de inwerkingtreding van dit decreet werden toegekend, worden verlengd tot het einde van de ambtstermijn van het lid dat deze mandaten uitoefent, tenzij het orgaan anders beslist.

Art. 78. De artikelen 76 en 77 treden in werking de dag waarop dit decreet wordt bekrachtigd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 6 juli 2023.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen
en het Toezicht op « Wallonie-Bruxelles Enseignement »,

F. DAERDEN

De Vice-Présidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—
Nota

Zitting 2022-2023

Stukken van het Parlement. - Ontwerpdecreet, nr. 555-1 – Commissieamendement(en), nr. 555-2 – Commissiever-
slag, nr. 555-3 – Amendement(en) tijdens de vergadering, nr. 555-4 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering,
nr. 555-5

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 5 juli 2023.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2023/43976]

6 JUILLET 2023. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française déterminant le niveau de maîtrise minimale des compétences en exécution de l'article 5, § 2, alinéa 2, du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, article 5, § 2, alinéa 2, tel que remplacé par le décret du 2 décembre 2021 ;

Vu l'avis n° 2023-02 de la Commission de coordination de la formation initiale des enseignants de l'enseignement obligatoire, de promotion sociale et secondaire artistique à horaire réduit (COCOFIE) du 19 mai 2023 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement supérieur ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Conformément à l'article 5, § 2, alinéa 2, du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, le niveau de maîtrise minimale des compétences définies à l'article 5, § 1^{er}, du même décret que doit atteindre le futur enseignant au terme de sa formation initiale est déterminé en annexe du présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur à partir de l'année académique 2023-2024.

Art. 3. Le Ministre qui a l'enseignement supérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 6 juillet 2023.

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY